



Enseignement-recherche : et si small était beautiful ?

Les classements internationaux des universités et établissements d'enseignement et de recherche assimilés sont régulièrement l'objet de commentaires acides et, parfois, de décisions politico-pédagogiques comme les COMUE⁽¹⁾. Or les boxeurs, par exemple, boxent dans leur catégorie et non pas entre poids lourds et poids welters !

Il était donc logique qu'une structure comme le Times Higher Education (THE) crée une sous-catégorie parmi les 800 « universités » qu'elle classe chaque année et dans laquelle la France ne se situe pas très glorieusement. Un critère, qui en vaut bien un autre, est l'interclassement des vingt établissements (universités ou autres structures) accueillant 5 000 étudiants au maximum⁽²⁾. Alors la France y brille : placée juste derrière le fameux Caltech (California Institute of Technology), elle compte trois établissements parmi les cinq premiers de la liste : l'École normale supérieure de Paris (2^e), l'École polytechnique (3^e) et l'École normale supérieure de Lyon (5^e) – notons que le Japon en compte trois et les États-Unis « seulement » quatre !

Les esprits chagrins argueront que ce sont des établissements d'élite supposés financièrement bien dotés et, surtout, recrutant sur des concours très sélectifs. L'histoire en a voulu ainsi, et d'autres établissements fonctionnent sur le même principe, comme les écoles d'ingénieurs, y compris celles de la Fédération Gay-Lussac pour la chimie. On notera que les établissements étrangers bien classés peuvent être très spécialisés, comme une école d'agriculture suédoise ou la Tokyo Medical and Dental University.

Nous sommes un pays de grand rayonnement certes, mais de petite taille, et notre réseau d'établissements d'enseignement et recherche s'est construit par touches successives, les derniers venus affranchis des contraintes imposées aux universités, notamment une croissance en nombre d'étudiants qu'ils ont, d'ailleurs, remarquablement gérée dans un contexte difficile et sur une courte période.

Les raisons de la réussite des « petits » sont bien connues : les enseignants sont plus disponibles pour répondre aux étudiants ; les étudiants eux-mêmes sont moins isolés et gagnent en confiance, ils y pratiquent naturellement la confrontation fructueuse entre disciplines et les diverses facettes de la chimie y sont très présentes ! Même la Cour des comptes a reconnu que fusionner deux EPST (Établissement public à caractère scientifique et technologique) n'était pas nécessairement un gain en termes d'efficacité, mais à l'évidence une perte en matière de cohérence et de communication internes...

Particulièrement intéressant est le cas des huit Ivy League américaines, comme Harvard. Ce sont les établissements les plus anciens et qui se sont construits par ajouts successifs, depuis l'époque des Pilgrims (d'où une implantation importante sur la côte est des États-Unis), sur la base de l'évolution des sciences et avec un recrutement extrêmement (et de plus en plus) sélectif. Ce n'est pas le résultat final qui doit être un modèle, mais bien davantage comment ce résultat a été atteint. Harvard par exemple n'est pas un monolithe ; il est constitué de « succursales », comme la Harvard Business School ou la Harvard Medical School (pour les moins connues des chimistes), qui rejoignent presque le critère des « small ».

Nos universités pourraient s'en inspirer, sans céder à un élitisme contraire à nos principes républicains, dédaignés pas seulement par nos grandes écoles scientifiques, mais par l'École Nationale d'Administration par exemple qui forme l'essentiel des membres de nos cabinets ministériels et autres décideurs.

Loin du « yaka », et sans déroger à des obligations dont la noblesse doit être reconnue, il est possible d'imaginer des structures plus fédératives et plus coopératives, des « succursales » comme évoqué précédemment, jouissant d'une part réelle d'autonomie, mais échangeant leurs expériences pédagogiques et coordonnées par une instance incontestable. Combien de présidents d'université sont bridés dans leurs tentatives de réforme et même d'harmonisation, sachant qu'ils redeviendront de simples enseignants au milieu de leurs chers collègues à l'issue de leur mandat électif.

Qui imaginerait les présidents du CNRS, du CEA, de l'INRA ou de l'Inserm tributaires d'une campagne électorale auprès des cadres de leur organisme de rattachement ? Entre un centralisme colbertien et une démocratie contrainte de fait par une accumulation de règlements conçue pour assurer un égalitarisme de façade, il devrait être possible de trouver un moyen terme (avec un écart à la norme différent de zéro !). Certains regroupements d'établissements volontaires comme ParisTech ont non seulement réussi cette prouesse en respectant les spécificités de chacun, mais en constituant une force de pression auprès des administrations.

Le titre et la conclusion ne sont pas contradictoires, mais complémentaires. Exister comme un membre à part entière et reconnu comme tel, n'est-ce pas le principe même d'une nation ?

Rose Agnès Jacquesy
Rédactrice en chef

(1) Bernier J.-C., Les COMUE et le financement des universités, *L'Act. Chim.*, 2015, 396, p. 4.

(2) <https://www.timeshighereducation.com/student/news/worlds-best-small-universities-2016>